

unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 LORIENT

LORIENT, le

**27 DEC. 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LIGER (SM)**

Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff  
56500 Locminé

Références :

Code AIOT : 0005517811

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement LIGER (SM) implanté Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff 56500 Locminé. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée dans le cadre de l'action nationale 2023 "méthanisation 2781".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIGER (SM)
- Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff 56500 Locminé
- Code AIOT : 0005517811
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LIGER exploite à LOCMINE une unité de méthanisation (rubrique 2781) autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2013.



**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- lutte contre les fuites de gaz

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Epuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27 bis	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25 et 26	Sans objet
3	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
4	Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41	Sans objet
5	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	Sans objet
6	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8, alinéas 8 et suivants	Sans objet
7	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Sans objet
8	Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis	Sans objet
9	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Sans objet
10	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 43 bis	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37	Sans objet
12	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu. Toutefois l'inspection tient à rappeler que l'exploitant est responsable de son outil de travail et qu'il doit exiger de ses sous-traitants de recevoir les rapports d'interventions et bilans annuels afin d'être en capacité de les présenter lors d'un contrôle. L'inspection suggère également, à l'exploitant, de revoir son organisation afin d'être en capacité de transmettre l'ensemble des documents demandés en cas d'absence d'un de ses référents.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Phase de démarrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25 et 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. [...]</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des travaux ont été effectués sur le circuit au premier semestre pour permettre un fonctionnement en autoconsommation.</p> <p>Le responsable des travaux étant en arrêt le jour de la visite, l'inspection demande que le Pv d'étanchéité lui soit transmis rapidement.</p> <p>L'inspection a reçu post inspection 2 rapports de tests d'étanchéités réalisés sur les canalisations de gaz. Aucune fuite n'a été détecté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection suggère à l'exploitant de revoir son organisation afin d'être en capacité de transmettre l'ensemble des documents demandés en cas d'absence d'un de ses référents.</p> <p>L'exploitant veillera à recevoir l'ensemble de ses documents rédigés en français.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Epuration du biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : [...] -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm <sup>3</sup> / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.  Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
<b>Constats :</b> L'entretien du système d'épuration est sous-traité. Le contrat de maintenance ainsi que les fiches d'entretiens faisant apparaître les périodicités et dates d'interventions ont été transmises post inspection. Aucune remarque n'est formulée suite à la lecture de ceux-ci.  L'exploitant doit demander le <b>rapport annuel de performance</b> à son sous-traitant et le <b>fournir à l'inspection</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 3 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).  Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.
<b>Constats :</b> Les conteneurs de combustions ont été placés dans un bâtiment et sont équipés de détecteurs de gaz. L'exploitant déclare que les détecteurs de gaz fixe et portable du site sont vérifiés annuellement. L'inspection a demandé à recevoir les PV de contrôle des appareils.  Le bilan d'intervention de vérification (Réf : CC34945 du 14/03/23) ainsi que le rapport d'intervention des actions correctives (ARCC, n°40924 du 25/05/23) ont été transmis post inspection. Il concerne la maintenance des détecteurs de gaz fixe et portatif du site. A la suite de cette dernière intervention l'ensemble des détecteurs est déclaré conforme par le prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Composition du biogaz et prévention de son rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires. ...
<b>Constats :</b> La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S est contrôlé en continu et visualisé sur les écrans de supervision. Les historiques ont été consultés lors de la visite et aucun dépassement n'a été relevé sur la production de biogaz. L'exploitant a transmis post inspection le rapport d'intervention de contrôle des appareils de mesures datant du 25/05/2023. Aucune anomalie n'est mentionnée.
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare qu'il peut y avoir des déclenchements d'alarme H <sub>2</sub> S au niveau des sas de réception des déchets. Certains déchets ayant déjà commencé leur putréfaction dans les bennes avant réception. L'air des sas est capté et traité avant renvoi vers l'atmosphère.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Destruction du biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. [...]  Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'une torchère de destruction de biogaz fixe. Les temps de déclenchements sont enregistrés. Aucun torchage lié à des dépassements de capacité n'a été signalé. Les enregistrements des torchages, vue par sondage aléatoire sur l'écran de contrôle lors de l'inspection, correspondaient aux tests d'allumage de sécurité.  L'exploitant fait évoluer son site pour maximiser l'autoconsommation afin de diminuer les temps de torchage et que la torchère ne soit plus qu'un organe de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8, alinéas 8 et suivants

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;

-l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

-l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;

-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;

-les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;

[...]

**Constats :**

Les consignes prescrites ci-dessus sont affichées au niveau des bâtiments d'exploitation et des zones d'interventions.

Les modes opératoires en lien avec celles-ci ont été présentés lors de la visite et n'appelle aucune remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Programme de maintenance préventive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.  Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. ... Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.
<b>Constats :</b> Un programme d'entretien est suivi sur tableur. Une partie de l'entretien est sous-traitée. Un tableau faisant apparaître les périodicités et dates d'interventions, ainsi que le contrat de sous-traitance ont été envoyés à l'inspection post visite. A la lecture des éléments transmis, les opérations de maintenance préventive du sous-traitant respecte les prescriptions.  L'exploitation du site est faite à l'aide d'un outil de supervision permettant de suivre l'ensemble des paramètres de contrôle de production de biogaz. En cas de déclenchement d'une alarme, l'opérateur peut intervenir sur le processus.  Les quantités de biogaz produites sont mesurées, enregistrées et transmises régulièrement aux autorités en charge des suivis.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle que l'exploitant est responsable de son outil de travail et qu'il doit avoir connaissance de l'ensemble des opérations réalisées par ses sous-traitants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Astreinte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les astreintes sont organisées sur un effectif de 6 agents vivant à moins de 20mn du site. L'agent d'astreinte est équipé d'un téléphone permettant d'accéder à la supervision. Les week-ends et jour férié une ronde quotidienne est également réalisé. Le site est clôturé et sécurisé accessible aux seules personnes autorisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p>
<b>Constats :</b> <p>Les zones ATEX sont identifiées. Un marquage visuel permet de les repérer sur le site.</p> <p>Le plan de zonage a été envoyé post inspection à l'inspection. L'inspection n'a pas relevé d'incohérence entre le plan et les éléments vus sur le site lors de la visite.</p> <p>Les appareils électriques vus, aléatoirement, au cours de la visite présentaient la mention ATEX sur leurs plaques d'identifications.</p> <p>Un contrôle APAVE des circuits électriques a été réalisé. L'exploitant doit transmettre le rapport à l'inspection.</p> <p>Le contrôle a été transmis post inspection. La visite de contrôle a été réalisée le 25/05/23. La fiche de synthèse ne relève aucune anomalie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Gestion des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 43 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.  Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.  Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.  Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.  Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.
<b>Constats :</b> Le site est doté d'une zone de rétention.  Les eaux pluviales sont captées et réinjectées dans le process. Le dernier rapport d'analyse de ces eaux a été transmis post inspection. Aucune remarque n'est à formuler.  L'exploitant a fourni post inspection le plan de recollement faisant apparaître un réseau séparatif des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Ventilation des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p>
<b>Constats :</b> <p>Toutes les salles sont équipées d'un extracteur d'air afin de les maintenir en dépression. L'air capté est ensuite envoyé vers l'unité de traitement physico-chimique avant envoi dans l'atmosphère.</p> <p>Les ventilateurs des conteneurs de cogénérations sont également branchés sur le groupe électrogène de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Gestion des nuisances odorantes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les 3 ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent (..) la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'IIC un registre des plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations (...) : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. L'exploitant tient à jour et joint au dossier un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.(...) Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes ...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible(...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les salles sont équipées d'un extracteur d'air afin de les maintenir en dépression. L'air capté est ensuite envoyé vers l'unité de traitement physico-chimique avant envoi dans l'atmosphère.</p> <p>Les ventilateurs des conteneurs de cogénérations sont également branchés sur le groupe électrogène de secours.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Le site ne dispose d'aucune aire de stockage ouverte, ce qui limite les risques d'émissions odorantes aux seules phases de transfert de matières.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

